



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
départementale
des territoires et de la mer**

Arrêté N°2024/SEE/0038

portant prescriptions spécifiques relatives au système d'assainissement de la commune de Chaumes-en-Retz –
extension de la capacité nominale de la station de traitement des eaux usées de Chaumes-en-Retz « Les Roseaux »

LE PRÉFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU la directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 (directive 2000/60/CE) du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU la directive 91/271/CEE du conseil des communautés européennes du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.170 à L.173, L.210 à L.216, D.211-10, R.211-22 à R.211-47, R.212-10, R.212-11 et R.212-18, R.214-1 à R.214-56, R.216-7 à R.216-14 et le livre V – titre IV ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R.2224-6 à R.2224-17 ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1331-1 à L.1331-15 et L.1337-2 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles L.311-1 et suivants ;

VU l'arrêté du 18 mars 2022 de la préfète coordonnatrice de bassin portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Estuaire de la Loire ;

VU l'arrêté du 23 novembre 1994 modifié portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et L.372-3 du code des communes ;

VU l'arrêté du 9 décembre 2009 du préfet coordonnateur de bassin portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;

VU l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n°97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015/SEE/009 du 30 janvier 2015 portant prescriptions spécifiques à la déclaration relative à la station d'épuration sur le territoire de la commune de Chéméré d'une capacité nominale de 2 300 Equivalents-Habitants (référence dossier Cascade 44-2014-00206) ;

VU la demande de déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçue le 25 septembre 2023, présentée par la communauté d'agglomération Pornic Agglo Pays de Retz, enregistrée sous le n°AIOT 010 003 0688 et relative à l'extension de la capacité nominale de la station de traitement des eaux usées de Chaumes-en-Retz « Les Roseaux » ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2023 donnant délégation de signature à monsieur Mathieu BATARD, directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2023 portant subdélégation de signature de monsieur Mathieu BATARD à ses collaborateurs ;

VU le projet d'arrêté, présenté par courrier du 24 novembre 2023 au pétitionnaire, au titre d'une phase contradictoire de 30 jours ;

VU le courrier de réponse du pétitionnaire du 18 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'annexe I-D-4-b de la directive du 21 mai 1991 susvisée prescrit pour les paramètres figurant au tableau 1 (DBO5 – DCO – MES) exprimés en valeurs de concentration, le nombre maximal d'échantillons prélevés dans des conditions d'exploitation normales ne doit pas s'écarter de plus de 100 % des valeurs paramétriques ; et pour les valeurs en concentration se rapportant au total des matières solides en suspension, l'écart peut aller jusqu'à 150 % ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 mars 2022 susvisé, dans sa disposition 3A-1, prescrit une norme de rejet de 2 mg/l en moyenne annuelle pour le phosphore total, pour les stations de traitement des eaux usées des collectivités, pour les installations de capacité nominale comprise entre 2 000 et 10 000 Equivalents-Habitants ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 mars 2022 susvisé, dans sa disposition 3A-2, prescrit une fréquence d'autosurveillance du phosphore total (Pt) au moins mensuelle dès 2 000 Equivalents-Habitants ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 mars 2022 susvisé, dans sa disposition 3A-4, prescrit en cas de raccordement d'effluents non domestiques à un système d'assainissement collectif des eaux usées, que le pétitionnaire de l'installation à raccorder fournit à la collectivité en charge de la station et des réseaux de collecte concernés une caractérisation détaillée de la quantité et de la qualité des effluents rejetés, notamment en pointe. Dans ce cadre ladite collectivité vérifie que la prise en charge de ces effluents est compatible avec les capacités de transfert et de traitement du réseau et de la station d'accueil ainsi que le mode d'élimination des boues produites. L'étude d'impact ou d'incidence relative à l'installation à raccorder reprend l'ensemble des éléments d'analyse de compatibilité fournis par la collectivité compétente. Tout rejet supplémentaire d'effluents non domestiques dans le système d'assainissement collectif fait l'objet de la même démarche ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 mars 2022 susvisé, dans sa disposition 3C-1, prescrit que les travaux d'amélioration du fonctionnement du système d'assainissement découlent de la programmation du schéma directeur d'assainissement. Ce dernier est réactualisé au moins tous les 10 ans. Il découle d'un diagnostic périodique, lequel s'appuie sur l'ensemble des éléments de connaissance acquis dans le cadre du diagnostic permanent et sur une étude des potentialités de déconnexion et d'infiltration des eaux pluviales à la source. Dans la mesure du possible et conformément à la disposition 7A-4, il est recommandé de rechercher les possibilités de réutilisation des eaux usées traitées dans le cadre de l'élaboration du schéma. Lorsque le réseau de collecte est tout ou partie unitaire, il est recommandé de réaliser le schéma directeur d'assainissement des eaux usées conjointement avec celui des eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 mars 2022 susvisé, dans sa disposition 3C-2, prescrit dans les secteurs où la collecte est séparative que les déversements ne sont pas autorisés ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 mars 2022 susvisé, dans sa disposition 5B-1, prescrit que les autorisations de rejet des établissements ou installations (y compris les rejets urbains d'eaux usées et pluviales) responsables des émissions ponctuelles dans le milieu ou dans les réseaux sont mises à jour de manière à atteindre, à l'échelle du bassin Loire-Bretagne, les objectifs de réduction des émissions de substances d'intérêt pour le bassin Loire-Bretagne à échéance 2027 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 mars 2022 susvisé, dans sa disposition 5B-2, prescrit que les collectivités maîtres d'ouvrage de réseaux d'assainissement vérifient l'intégration des substances listées dans le tableau des objectifs de réduction des rejets dans les autorisations de rejet définies à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique et les mettent à jour si nécessaire. De même, elles améliorent la connaissance de leurs rejets par temps de pluie, source avérée de rejets en micropolluants, et travaillent à la réduction de ces rejets (disposition 3C-2). L'autosurveillance réglementaire doit être mise en place (disposition 3C-2) et pourra être complétée par des analyses dont les résultats sont à remonter aux services police de l'eau et à l'agence au même titre que ceux de l'autosurveillance ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son article 4 – règles générales relatives au système d'assainissement – pour les systèmes d'assainissement existants destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique inférieure à 600 kg/jour de DBO5 et supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5, que l'analyse des risques de défaillance est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau au plus tard le 31 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son article 12-I – diagnostic périodique du système d'assainissement – en l'application de l'article R.2224-15 du code général des collectivités territoriales, que le maître d'ouvrage établit un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées suivant une fréquence n'excédant pas dix ans ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son article 12-II – diagnostic permanent du système d'assainissement – en l'application de l'article R.2224-15 du code général des collectivités territoriales, que le maître d'ouvrage met en place et tient à jour un diagnostic avant l'échéance du 31 décembre 2024 pour les systèmes d'assainissement existants destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique inférieure à 600 kg/jour de DBO5, et supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son article 17-II – autosurveillance du système de collecte – prescrit que les trop-pleins équipant un système de collecte séparatif et situés à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5 (points réglementaires A1) font l'objet d'une surveillance consistant à mesurer le temps de déversement journalier ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son article 22-III – conformité du système de collecte – dans les secteurs où la collecte est séparative, en dehors des opérations programmées de maintenance et des circonstances exceptionnelles telles que mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, que les rejets directs d'eaux usées par temps de pluie ne sont pas autorisés ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en annexe I – tableau 1 – les informations d'autosurveillance à recueillir sur les déversoirs en tête de station et by-pass vers le milieu récepteur en cours de traitement, une mesure journalière et l'enregistrement en continu des débits, ainsi qu'une estimation journalière des charges polluantes rejetées pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5 et inférieure à 600 kg/jour de DBO5 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en annexe I – tableau 2.1 – les informations d'autosurveillance à recueillir en entrée et/ou sortie de la station de traitement des eaux usées sur la file eau, une mesure et un enregistrement en continu du débit en entrée et sortie, et une mesure des caractéristiques des eaux usées en entrée et en sortie, pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5 et inférieure à 600 kg/jour de DBO5 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en annexe II – tableau 4 – paramètres et fréquences minimales des mesures (nombre de jours par an) à réaliser sur la file eau des stations de traitement des eaux usées de capacité nominale de traitement supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5 – les paramètres et la fréquence minimale de mesure (nombre de jours par an) à réaliser sur la file eau pour les stations de traitement des eaux usées de capacité nominale supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5, et inférieure à 600 kg/jour de DBO5 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son annexe II – tableau 5.2 – les fréquences minimales de détermination des quantités de matières sèches de boues produites et les fréquences minimales de mesures de la siccité sur les boues produites pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5 et inférieure à 600 kg/jour de DBO5 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son annexe III – tableau 6 – les performances minimales de traitement attendues pour les paramètres DBO5, DCO et MES pour les stations de traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement traitant une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son annexe III – tableau 8 – le nombre maximal d'échantillons moyens journaliers non conformes autorisés en fonction du nombre d'échantillons moyens journaliers prélevés dans l'année ;

CONSIDÉRANT que l'équipement en métrologie d'autosurveillance mis en place sur le déversoir en tête de station (point réglementaire A2) permet la transmission des volumes déversés au milieu récepteur ;

CONSIDÉRANT que l'équipement en métrologie d'autosurveillance mis en place respectivement en entrée et en sortie de station (points réglementaires A3 et A4) permet la transmission des volumes moyens journaliers ;

CONSIDÉRANT que l'équipement en métrologie d'autosurveillance mis en place sur les boues produites (point réglementaire A6) permet la transmission des volumes journaliers ;

CONSIDÉRANT que l'équipement en métrologie d'autosurveillance mis en place sur les boues évacuées après traitement (point logique S6) permet la transmission des quantités de matières sèches et des résidus sec à 105° ;

CONSIDÉRANT l'absence de point réglementaire A1 sur le réseau de collecte ;

CONSIDÉRANT l'étude diagnostique et le schéma directeur d'assainissement des eaux usées de la commune de Chaumes-en-Retz (commune déléguée de Chéméré) finalisés en 2019 ;

CONSIDÉRANT que le débit de référence doit être réévalué en fonction du percentile 95 des débits entrants journaliers sur une période minimale de 5 ans de manière à atténuer les variations saisonnières ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des caractéristiques particulières du projet, il convient de compléter les prescriptions générales applicables par des prescriptions spécifiques ;

SUR PROPOSITION de monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer.

ARRÊTE

Titre I – OBJET DE L'ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : Abrogation

L'arrêté préfectoral n°2015/SEE/009 du 30 janvier 2015 est abrogé à la date de mise en service de l'extension de la station de traitement des eaux usées d'une capacité nominale de 4 600 Equivalents-Habitants (EH).

ARTICLE 2 : Objet de la déclaration

Il est donné acte à la communauté d'agglomération Pornic Agglo Pays de Retz, identifié par la suite comme le maître d'ouvrage, de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant l'extension de la capacité nominale de la station de traitement des eaux usées.

La station de traitement des eaux usées, d'une capacité nominale de **4 600 Equivalents-Habitants (EH)**, est située sur les parcelles cadastrales n°620, 621, 622, 631 et 632 section 040F, au lieu-dit "Les Roseaux", au sud-est du bourg de la commune de Chaumes-en-Retz (commune déléguée de Chéméré).

La géolocalisation de la station de traitement des eaux usées est en mode Lambert 93 (X : 328 262 ; Y : 6 680 144).

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements relèvent de la rubrique suivante de la nomenclature des opérations soumises à déclaration en application de l'article R.214-1 du code de l'environnement.

<u>N° Nomenclature</u>	<u>Intitulé</u>	<u>Régime</u>	<u>Arrêté de prescriptions générales correspondant</u>	<u>Justification</u>
2.1.1.0 - 2°	Systemes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5	Déclaration	Arrêté du 21 juillet 2015	Capacité de traitement journalière égale à 276 kg/jour de DBO5

Titre II – PRESCRIPTIONS

ARTICLE 3 : Conformité au dossier et prescriptions générales

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objet du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration, sans préjudice des dispositions de l'arrêté interministériel modifié du 21 juillet 2015 portant prescriptions générales.

ARTICLE 4 : Mise à jour du plan de recolement du réseau de collecte

Le maître d'ouvrage transmet par courrier au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne une mise à jour tous les 5 ans du schéma général du réseau de collecte sous formats papier et électronique (CD-ROM ou clé USB).

ARTICLE 5 : Modification des prescriptions

Conformément à l'article R.214-39 du code de l'environnement, la modification des prescriptions applicables à l'installation peut être demandée par le maître d'ouvrage postérieurement au dépôt de sa déclaration au préfet qui statue par arrêté. Elle peut également être imposée par le préfet sur le fondement du 3ème alinéa du II de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Le projet d'arrêté modificatif est porté à la connaissance du maître d'ouvrage qui dispose de trente jours pour présenter ses observations.

L'arrêté fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R.212-37 du code de l'environnement.

Le silence gardé par le service de police de l'eau pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Conformément à l'article R.214-40 du code de l'environnement, tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale est porté à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Toute modification du plan d'épandage des boues est portée à la connaissance du préfet.

ARTICLE 6 : Durée de l'autorisation administrative

L'exploitation des aménagements est accordée sans limitation de durée.

ARTICLE 7 : Début et fin des travaux – mise en service

Le service de police de l'eau est informé préalablement des dates de démarrage et d'achèvement des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'ouvrage, de l'installation ou de l'activité, objet du présent récépissé.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de cette déclaration interviennent dans un délai de trois ans à compter de la date du présent arrêté ; à défaut de quoi cette déclaration sera caduque.

ARTICLE 8 : Continuité de service

La continuité de service est assurée pendant la durée des travaux. Le maître d'ouvrage est tenu de prendre toutes précautions afin que le rejet des eaux usées traitées de la station de traitement des eaux usées respecte les normes de rejet de l'arrêté préfectoral n°2015/SEE/009 du 30 janvier 2015.

ARTICLE 9 : Transfert de bénéficiaire

Conformément à l'article R.214-40-2 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

ARTICLE 10 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Titre III – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 12 : Prescriptions spécifiques

12.1 – Charges de référence

12.1.1 – Charges organiques de référence

La station de traitement des eaux usées doit pouvoir traiter une charge de pollution journalière de :

<u>Paramètres</u>	<u>Charges</u>	<u>Unité de mesure</u>
Demande biochimique en oxygène sur 5 jours DBO5	276	Kg d'O2/jour
Demande chimique en oxygène DCO	621	Kg d'O2/jour
Matières en suspension MES	322	Kg/jour
Azote global NGL	69	Kg/jour
Azote kjeldahl NTK	69	Kg/jour
Phosphore total PT	9,2	Kg/jour

12.1.2 – Débit de référence

Le système de collecte étant 100% séparatif, le débit de référence correspond au débit de pointe journalier de temps sec nappe haute, auquel est ajouté une part des eaux claires parasites permanentes qui se sont introduites dans le système de collecte (eaux claires parasites d'infiltration et de captage).

Si la pluviométrie vient à influencer les débits arrivant à la station de traitement des eaux usées du fait de l'entrée d'eaux pluviales dans le réseau dédié à la collecte des eaux usées strictes (rejets domestiques, assimilés domestiques et non domestiques), **le débit de référence utilisé pour l'évaluation des conformités nationale et locale correspond au percentile 95 des débits journaliers entrants sur la station.** Le maître d'ouvrage est informé par le service en charge du contrôle de la conformité annuelle de la station de traitement des eaux usées, de l'application du nouveau débit de référence utilisé pour l'évaluation des conformités en performance.

La station de traitement des eaux usées est conçue pour traiter :

- un débit de nappe basse temps sec de 596 m³/jour ;
- un débit de nappe haute temps sec de 872 m³/jour ;
- un débit de nappe haute temps sec avec ressuyage de 944 m³/jour ;
- un débit de nappe basse temps de pluie de 704 m³/jour ;
- un débit de nappe haute temps de pluie de 1 056 m³/jour ;
- un débit de pointe horaire de temps sec de 72 m³/heure ;
- un débit de pointe horaire de temps de pluie de 116 m³/heure.

12.1.3 – Pluie de référence

Les charges hydrauliques de temps de pluie sont établies à partir de la pluie semestrielle (30,6 mm/jour)

12.2 – Description du système d'assainissement

12.2.1 – Système de collecte

Postes de refoulement (PR)	Nature du point de déversement	Equipement	Télesurveillance (équipement)	Trop-plein	Géolocalisation (en mode Lambert 93)
PR1 du Béziau	R1	2 pompes (dont 1 en secours) de capacité respective de 27 m ³ /h	oui (détection de surverse par poire de niveau / télétransmission)	oui	X : 327 545 Y : 6 680 857
PR2 du Breuil	R1	2 pompes (dont 1 en secours) de capacité respective de 17 m ³ /h	oui (détection de surverse par poire de niveau / télétransmission)	oui	X : 327 393 Y : 6 679 645
PR3 La Pacauderie	-	2 pompes (dont 1 en secours) de capacité respective de 18 m ³ /h	oui (télétransmission)	non	X : 372 192,81 Y : 6 681 273,09
PR4 Les Ecoles (route de Rouans)	-	2 pompes (dont 1 en secours) de capacité respective de 34 m ³ /h	oui (télétransmission)	non	X : 327 910,94 Y : 6 680 880,38
PR6 Route de Pornic (Arthon)	R1	2 pompes (dont 1 en secours) de capacité respective de 11 m ³ /h	oui (détection de surverse par poire de niveau / télétransmission)	oui	X : 326 549 Y : 6 680 286
PR7 ZAC Le Chemin de Saulnier	-	2 pompes (dont 1 en secours) de capacité respective de 25 m ³ /h	oui (télétransmission)	non	X : 328 412,64 Y : 6 681 220,67

12.2.2 – Station de traitement des eaux usées

La station de traitement des eaux usées de type **boues activées en aération prolongée**, comprend pour l'essentiel :

Filière "eau"

- un poste de refoulement (PR) général en entrée station, dont les coordonnées en mode Lambert 93 sont X = 328 012 / Y = 6 680 287, équipé de 3 pompes (dont 1 pompe de secours) dimensionné pour traiter un débit de pointe horaire en temps sec de 70 m³/heure – ouvrage existant,

- un bassin tampon de 100 m³ associé au PR principal, permettant de stocker le débit de pointe horaire de 116 m³/heure en temps de pluie avant restitution vers la file de traitement – nouvel ouvrage,

- un déversoir en tête de station (point réglementaire A2), équipé d'un dispositif de mesure journalière des volumes déversés au milieu récepteur – nouvel ouvrage,
- un dispositif de mesure journalière du débit en entrée station (débitmètre) en amont du prétraitement, et un dispositif (préleveur fixe) permettant le prélèvement d'échantillons représentatifs des effluents, en amont du prétraitement et en amont des retours en tête (point réglementaire A3) – ouvrage existant,
- un prétraitement constitué d'un tamis automatique de capacité de 85 m³/heure, et d'un compacteur-ensacheur des refus de dégrillage et d'une grille de secours en cas de dysfonctionnement du tamis – nouvel ouvrage,
- un canal de répartition des effluents prétraités à hauteur de 40% des effluents vers le 1er bassin d'aération et à hauteur de 60% vers le 2ème bassin d'aération – nouvel ouvrage,
- un 1er bassin d'aération d'une capacité minimale de 490 m³, équipé d'une pompe d'extraction des boues excédentaires vers la filière boues – ouvrage existant,
- un 2ème bassin d'aération d'une capacité minimale de 710 m³, équipé d'une pompe d'extraction des boues excédentaires vers la filière boues – nouvel ouvrage,
- un dispositif d'injection de réactifs dans chacun des 2 bassins d'aération, permettant la déphosphatation physico-chimique, équipé de pompes doseuses, et d'une cuve de stockage de réactifs double peau avec rétention intégrée à créer – nouvel ouvrage,
- un 1er poste toutes eaux – ouvrage existant,
- un 2ème poste toutes eaux dédié à la file boues n°2 – nouvel ouvrage,
- un clarificateur, équipé d'un pont-racleur, ainsi que d'une recirculation des boues vers le canal de répartition – ouvrage existant,
- un puits de recirculation des boues, équipé de 2 pompes (dont 1 pompe de secours) – ouvrage existant,
- une fosse à flottants – ouvrage existant,
- un poste d'eau industrielle sécurisé – ouvrage existant,
- une réservation foncière permettant la mise en place d'un traitement tertiaire en aval du clarificateur,
- un dégazeur – nouvel ouvrage,
- un dispositif de mesure journalière du débit en sortie station (canal de mesure équipé d'une sonde à ultrasons ou radar, et d'un déversoir mince à paroi triangulaire), et d'un dispositif (préleveur fixe) permettant le prélèvement d'échantillons représentatifs en aval du clarificateur (point réglementaire A4), pour la réalisation des bilans réglementaires (bilans complets entrée et sortie station confectionnés sur 24 heures et asservis au débit) – nouvel ouvrage,
- un local d'exploitation – nouvel ouvrage,
- un local électrique – nouvel ouvrage,
- un local de stockage – ouvrage existant.

Filière "boues"

Le dispositif de type déshydratation et stockage sur lits de séchage plantés de roseaux est composé de :

- un dispositif de mesure journalière des volumes de boues produites équipé d'un débitmètre, situé en amont des lits de séchage plantés de roseaux (point réglementaire A6) – ouvrage existant,
- des casiers de lits de séchage plantés de roseaux d'une surface minimale de 576 m², permettant d'atteindre une siccité moyenne de 15 à 20% - ouvrage existant,
- des casiers de lits de séchage plantés de roseaux d'une surface minimale de 1 416 m², permettant d'atteindre une siccité moyenne de 15 à 20% - nouvel ouvrage.

La capacité et la durée de stockage des boues sont compatibles avec les dispositions du plan d'épandage qui fait l'objet d'un dossier de déclaration spécifique.

Lorsqu'une valorisation sur les sols est prévue, le maître d'ouvrage justifie d'une capacité de stockage minimale de 10 mois de production de boues destinée à cette valorisation.

A capacité nominale (4 600 EH), la production annuelle estimée est en moyenne de 95 tonnes de matières sèches.

Une valorisation des boues, partielle ou totale, vers un centre de compostage, peut être également mise en oeuvre.

Le synoptique des équipements de la station de traitement des eaux usées figure en **annexe**.

13.3 – Fonctionnement, exploitation, fiabilité et entretien du système d'assainissement

13.3.1 – Fonctionnement

La station de traitement des eaux usées est conçue, dimensionnée, réalisée, exploitée, entretenue et réhabilitée de manière telle qu'elle puisse recevoir et traiter les flux de matières polluantes correspondant aux charges de référence et débit prescrits à l'article 12.1.

13.3.2 – Exploitation

Les ouvrages et équipements sont exploités de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées par le système d'assainissement dans tous les modes de fonctionnement.

L'exploitant de la station de traitement des eaux usées peut à cet effet :

- admettre provisoirement un débit ou une charge de matières polluantes excédant le débit ou la charge de référence de l'installation, sans toutefois mettre en péril celle-ci ;
- utiliser toute autre disposition alternative mise en oeuvre par le maître d'ouvrage (bassins de rétention, stockage en réseau, ...).

13.3.3 – Fiabilité

Le maître d'ouvrage et son exploitant justifient à tout moment des dispositions prises pour s'assurer de la bonne marche de l'installation et assurer un niveau de fiabilité du système d'assainissement compatibles avec le présent arrêté.

Des performances acceptables sont garanties pendant les périodes d'entretien et de réparation prévisibles. A cet effet, l'exploitant tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents, pannes et défauts de matériel recensés, et les mesures prises pour y remédier,
- les procédures à observer par le personnel de maintenance,
- un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement.

ARTICLE 14 : Prescriptions applicables au système de collecte

14.1 – Conception – réalisation - fiabilité

Les systèmes de collecte sont conçus, dimensionnés, exploités et réhabilités de manière à desservir l'ensemble des immeubles raccordables inclus dans le périmètre d'agglomération d'assainissement, de manière à éviter tout rejet direct par temps sec, les fuites et les apports d'eaux claires parasites météoriques et de captage, et à acheminer à la station de traitement des eaux usées les flux correspondant à son débit de référence.

Les points de surverse sont conçus et exploités de manière à éviter tout déversement pour des débits inférieurs au débit de référence, et tout rejet d'objet flottant en cas de déversement dans les conditions habituelles de fonctionnement. Ils sont conçus pour éviter les érosions du milieu récepteur au point de déversement.

Les nouveaux postes de refoulement sont conçus et exploités de manière à empêcher tout déversement **pour une pluie semestrielle**, disposer le cas échéant d'un stockage de sécurité, et ne pas permettre l'introduction d'eau en provenance du milieu naturel.

Sur les éléments recueillis par le diagnostic permanent du réseau de collecte des eaux usées (dont l'analyse pluriannuelle des données de surverse comptabilisées sur les trop-plein des postes de refoulement), le maître d'ouvrage transmet par courrier au service de police de l'eau un programme pluriannuel de sécurisation des postes de refoulement pour éviter les surverses d'eaux usées dans le milieu naturel en cas de fortes pluies (réalisation de bassin tampon ou augmentation des capacités de pompage).

Conformément à l'article 4 de l'arrêté interministériel modifié du 21 juillet 2015, le réseau de collecte fait l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles. Cette analyse est transmise **avant l'échéance du 31 décembre 2023** au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne.

14.2 – Raccordements

Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne sont pas raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte, sauf justification expresse du maître d'ouvrage et à condition que le système d'assainissement le permette.

Les demandes d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques dans le réseau de collecte sont instruites conformément aux dispositions de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Elles ne peuvent être délivrées que lorsque le réseau est apte à acheminer ces effluents, et que la station de traitement des eaux usées est apte à les traiter sans risque de dysfonctionnements.

Conformément à l'article R.211-11-3 du code de l'environnement, les autorisations de déversement que comportent, le cas échéant, les autorisations délivrées en application des articles L.214-3 et L.512-1 prennent en compte les objectifs du programme et les normes de qualité fixées en application de l'article R.211-11-2.

Le maître d'ouvrage du réseau d'assainissement vérifie la prise en compte des substances d'intérêt listées dans la disposition 5B-1 du SDAGE Loire-Bretagne, dans les autorisations de déversement d'effluents non domestiques, et les mettent à jour si nécessaire.

L'autorisation de déversement d'effluents non domestiques donne lieu à l'établissement d'une convention entre le maître d'ouvrage et le demandeur, qui précise les modalités de rejet de ces effluents (notamment flux, débits et concentrations maximum acceptables par le système d'assainissement de la collectivité).

Ces documents ainsi que leur modification, sont transmis au service de police de l'eau.

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement veille à prendre en compte la capacité réelle de collecte et de traitement de son système d'assainissement dans le cadre de leur projet de développement.

Ainsi, tout raccordement supplémentaire d'eaux usées, d'origine domestique, assimilé domestique et non domestique sur le réseau de collecte, est autorisé sous réserve de la capacité de collecte et de traitement du système d'assainissement.

14.3 – Optimisation du système de collecte

Suite à la finalisation en 2019 de l'étude diagnostique et du schéma directeur d'assainissement des eaux usées, le maître d'ouvrage définit et met en oeuvre un programme pluriannuel des travaux de réhabilitation du réseau de collecte des eaux usées et la remise en conformité des mauvais branchements domiciliaires permettant de réduire l'apport des eaux claires parasites.

Conformément à l'article L.1331-8 du code de la santé publique, le maître d'ouvrage peut majorer (au maximum à hauteur de 400%) la part du prix de l'eau liée à l'assainissement, dans le cas des raccordements diagnostiqués non conformes et à l'issue des délais fixés à leurs propriétaires pour les réhabiliter. Cette pénalisation peut également s'appliquer en cas de refus d'une visite de contrôle.

Le maître d'ouvrage ou son exploitant mentionne dans le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement prescrit à l'article 17.2.3 du présent arrêté, la nature du programme de travaux de réhabilitation du réseau de collecte et le taux de remise en conformité des mauvais branchements domiciliaires réalisés le cas échéant au cours de l'année civile écoulée.

ARTICLE 15 : Prescriptions applicables au système de traitement

15.1 – Conception et fiabilité de la station de traitement des eaux usées

Conformément à l'article 4 de l'arrêté interministériel modifié du 21 juillet 2015, la station de traitement des eaux usées fait l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets et des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles **avant sa mise en service**. Cette analyse est transmise au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne.

Le personnel d'exploitation reçoit une formation adéquate lui permettant de gérer les diverses situations de fonctionnement de la station de traitement des eaux usées.

15.2 – Point de rejet

Le rejet au milieu naturel est identifié aux points de coordonnées Lambert 93 (X : 328 298 ; Y : 6 680 086) dans le ruisseau du Pré des Bois, affluent du cours d'eau de la Blanche (masse d'eau FRGR2130 – La Blanche et ses affluents depuis la source jusqu'à sa confluence avec l'Acheneau).

Le dispositif de rejet est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur et aux usages en aval de celui-ci. Il permet une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur, sans entraver l'écoulement des eaux ni retenir les corps flottants.

Le rejet s'effectue dans le lit mineur du cours d'eau, à l'exception de ses bras morts.

Toutes dispositions sont prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges, assurer le curage des dépôts et limiter leur formation, et éviter l'introduction d'eau dans la canalisation de rejet (au moyen notamment de clapet anti-retour).

15.3 – Rejet

15.3.1 – Valeurs limite de rejet – obligations de résultat

En conditions normales de fonctionnement, les valeurs limites de rejet de la station de traitement des eaux usées en sortie du clarificateur (**point réglementaire A4**), mesurées selon des méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté, sont les suivantes :

<u>Paramètres</u>	<u>Concentrations maximales</u>	<u>Concentrations rédhitoires</u>	<u>Rendements minimaux</u>
DBO5	15 mg/l	30 mg/l	80,00 %
DCO	60 mg/l	120 mg/l	75,00 %
MES	20 mg/l	50 mg/l	90,00 %
NGL	10 mg/l	-	-
NTK	4,5 mg/l	-	-
PT	1 mg/l	-	-

Les effluents satisfont aux exigences de rejet en concentration ou rendement sur les paramètres physico-chimiques DBO5, DCO et MES.

Les concentrations maximales s'appliquent sur un échantillon moyen 24 heures, sauf pour l'azote et le phosphore où elles sont à respecter en moyenne annuelle.

Valeurs limites complémentaires

- pH compris entre 6 et 8,5
- température inférieure à 25°C
- absence de substances surnageantes
- absence de substances capables d'entraîner l'altération ou des mortalités dans le milieu récepteur
- absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeur

Sont considérées "hors conditions normales de fonctionnement" les situations suivantes :

- fonctionnement de la station de traitement des eaux usées au-delà de son débit et/ou charges de référence prescrits à l'article 12.1,
- opérations programmées de maintenance, préalablement portées à la connaissance du service de police de l'eau,
- circonstances exceptionnelles extérieures au système d'assainissement (correspondant aux situations visées à l'article 2 – alinéa 23 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié).

15.3.2 – Conformité du rejet

La station de traitement des eaux usées est jugée conforme au regard des résultats de l'autosurveillance si les deux conditions suivantes sont simultanément réunies :

- le rejet est conforme aux valeurs limites de rejet et des valeurs rédhitoires prescrites à l'article 15.3.1,
- respect du programme d'autosurveillance prescrit à l'article 16.2.2.

15.4 – Prévention et nuisances

15.4.1 – Dispositions générales

La station de traitement des eaux usées est conçue et implantée hors des zones à usages sensibles (correspondant aux situations visées à l'article 2 – alinéa 31 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié), et de manière à préserver les riverains des nuisances de voisinage et des risques sanitaires.

L'ensemble du site de la station de traitement des eaux usées est maintenu en permanence en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont régulièrement entretenus, de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

Une surveillance particulière est assurée aux abords de l'établissement, et notamment autour des émissaires de rejets.

Tous les équipements nécessitant un entretien régulier sont pourvus d'un accès permettant leur desserte par les véhicules d'entretien.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (notamment les réactifs) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au minimum équivalent au volume stocké. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

15.4.2 – Prévention des odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant de l'installation.

15.4.3 – Prévention des nuisances sonores

Les installations sont exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores sont réglementées aux articles R.1334-30 à R.1334-36 du code de la santé publique. L'article R.1334-33 fixe notamment une valeur-limite de 5 dB au-dessus du bruit ambiant en période diurne (de 7 heures à 22 heures) et de 3 dB en période nocturne (de 22 heures à 7 heures).

15.4.4 – Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'exploitation des ouvrages n'ont pas libre accès aux installations. L'ensemble des installations de la station de traitement des eaux usées est délimité par une clôture. L'interdiction d'accès au public est clairement signalée.

Les agents des services habilités, notamment ceux de la direction départementale des territoires et de la mer et de l'OFB (Office Français de la Biodiversité), ont constamment libre accès aux installations autorisées.

ARTICLE 16 : Autosurveillance du système d'assainissement

Le maître d'ouvrage se réfère au guide pratique de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne édité en novembre 2015 (mise en oeuvre de l'autosurveillance des systèmes d'assainissement des collectivités et des industries – équipements et contrôles) pour les équipements à mettre en place pour l'autosurveillance des ouvrages de rejets du système d'assainissement (points réglementaires et logiques du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées).

16.1 – Autosurveillance du système de collecte

Le maître d'ouvrage vérifie la qualité des branchements particuliers. Il réalise chaque année un bilan des raccordements au réseau de collecte. Il évalue les quantités annuelles de sous-produits du curage et de décantation du réseau. Le plan du réseau et des branchements est tenu à jour.

Ces éléments sont tenus à la disposition du service de police de l'eau.

Les postes de refoulement futurs sont équipés d'un moyen de télésurveillance avec alarme, et dimensionnés sur **une pluie de référence semestrielle**.

Les points de surverse situés à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique (CBPO) par temps sec **supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5** sont soumis à

autosurveillance réglementaire et à la transmission mensuelle des données au format Sandre au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne.

Les poires de niveau sont à proscrire pour l'instrumentation de points réglementaires car elles n'assurent pas un niveau de précision et de fiabilité suffisant. Néanmoins, elles sont autorisées dans la surveillance du risque de déversement sur d'autres points non réglementaires.

16.2 – Autosurveillance de la station de traitement des eaux usées

16.2.1 – Dispositions générales

L'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de l'installation de traitement et sa fiabilité est enregistré sur un cahier d'exploitation qui est tenu à la disposition du service de police de l'eau et de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne (débits horaires arrivant à la station, consommation de réactifs et d'énergie, production de boues, analyses ...).

Les points et ouvrages de prélèvements et de contrôles sont accessibles.

Le maître d'ouvrage ou son exploitant effectue à sa charge, un contrôle des effluents bruts et des effluents traités par les prélèvements aval des prétraitements et dans le chenal de comptage de sortie. Conformément à l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié concernant l'autosurveillance des stations de traitement des eaux usées, la station est équipée à cette fin d'un dispositif de mesure et enregistrement en continu du débit en entrée et en sortie station, et aménagée de façon à permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs constitués sur 24 heures des effluents en entrée et en sortie station, y compris sur les sorties d'eaux usées intervenant en cours de traitement. Les préleveurs sont automatiques réfrigérés ou isothermes (5° +/- 3) et asservis au débit.

L'exploitant conserve au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

16.2.2 – Fréquences d'autosurveillance

Le programme d'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées est réalisé par le maître d'ouvrage ou son exploitant selon le programme ci-dessous :

<u>Paramètres</u>	<u>Fréquence d'analyse (jours par an)</u>	<u>Nombre maximal d'échantillons moyens journaliers non conformes</u>
Débit	365	-
pH	12	-
DBO5	12	2
DCO	12	2
MES	12	2
NTK	4	-
NO2	4	-
NO3	4	-
PT	12	-
Température de l'eau	12 (uniquement en sortie station)	-
Quantité de matières sèches (boues produites)	12 (quantité mensuelle)	-
Mesures de siccité	12	-

Excepté pour la température de l'eau, les mesures physico-chimiques s'appliquent à l'ensemble des entrées et sorties de la station, y compris des ouvrages de dérivation. Les mesures de débit en entrée et en sortie station font l'objet d'un enregistrement en continu.

Par ailleurs, le programme d'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées comprend au minimum des tests hebdomadaires NH_4^+ , NO_3^- et PO_4^{3-} sur le rejet des eaux usées traitées en sortie du clarificateur (point réglementaire A4). L'exploitant utilise à cet effet une gamme de tests adaptée pour les mesures de concentration pour tous les paramètres.

Le programme annuel d'autosurveillance est adressé par le maître d'ouvrage ou son exploitant avant le 1er décembre de l'année précédant la mise en oeuvre de ce programme au service de police de l'eau pour acceptation, et à l'agence de l'eau Loire-Bretagne. Cet exercice est réalisé en vue de la validation des données d'autosurveillance de l'année à venir.

Les résultats de ces mesures et analyses (bilans réglementaires 24 heures, tests hebdomadaires en sortie de station) ci-dessus faites durant le mois N sont reportés sur un registre d'exploitation, et les bilans réglementaires 24 heures sont transmis dans le courant du mois N+1 au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne au titre de l'autosurveillance Sandre.

La transmission régulière des données d'autosurveillance est effectuée par voie électronique, conformément au scénario d'échange des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement en vigueur, défini par le service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE).

Le maître d'ouvrage ou son exploitant transmet ces données via l'application informatique Verseau accessible à une adresse disponible auprès du service de police de l'eau. Le maître d'ouvrage est alors réputé s'être conformé aux obligations prescrites ci-dessus.

L'autosurveillance relative aux déchets évacués hors boues issues du traitement des eaux usées consiste à apporter des informations sur la nature, la quantité des déchets évacués et leur destination.

L'autosurveillance relative aux boues issues du traitement des eaux usées consiste à apporter des informations sur :

- la quantité brute, la quantité de matières sèches et l'origine des apports extérieurs de boues,
- la quantité de matières sèches de boues produites,
- la quantité brute, la quantité de matières sèches, la mesure de la qualité et destination(s) des boues évacuées.

16.2.3 – Contrôle du dispositif d'autosurveillance

Sont tenus à disposition du service de police de l'eau et de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne :

- un registre comportant l'ensemble des informations relatives à l'autosurveillance du rejet ;
- un manuel d'autosurveillance du système d'assainissement comportant au minimum les éléments prescrits à l'article 20-I-1 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié. Il est rédigé par l'exploitant et transmis à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne et au service de police de l'eau, et est régulièrement mis à jour sur demande du service de police de l'eau ou de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne, et est tenu à disposition de ces services sur le site de la station de traitement des eaux usées.

16.2.4 – Contrôles inopinés

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du code de l'environnement, notamment ceux chargés de la police de l'eau et de la pêche, ont libre accès, à tout moment, aux installations autorisées.

Conformément à l'article 23 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié, le service de police de l'eau se réserve le droit de pratiquer ou de demander en tant que de besoin des vérifications

inopinées complémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation.

Les agents du service de police de l'eau peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution des prescriptions du présent arrêté.

16.2.5 – Autosurveillance des boues

Les boues accumulées dans les lits plantés de roseaux sont curées selon une périodicité recommandée de 10 à 15 ans. Ces boues sont valorisées en filière épandage ou compostage, ou éliminées conformément aux dispositions générales relatives aux boues définies par les articles R.211-25 à R.211-30 du code de l'environnement, aux conditions générales d'épandage définies par les articles R.211-31 à R.211-37 et aux dispositions techniques définies par les articles R.211-38 à R.211-45.

L'épandage de plus de 3 tonnes de matières sèches/an ou de plus de 150 kg d'azote total/an relève du régime de déclaration au titre de la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement. Le document d'incidence de ce dossier de déclaration est conforme aux prescriptions de l'article R.211-46 du code de l'environnement. Ce document comprend en particulier une étude préalable conforme aux dispositions de l'article R.211-33 du code de l'environnement et à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998, définissant en particulier l'aptitude du sol à les recevoir, son périmètre et les modalités de sa réalisation.

L'exploitant tient à jour un registre d'épandage, conforme aux dispositions de l'article R.211-34 du code de l'environnement et à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998, mentionnant en particulier les quantités épandues par unité culturale avec les références parcellaires, les surfaces, les dates d'épandage et les cultures pratiquées. En application de l'article R.211-35 du code de l'environnement, ce registre est présenté aux agents chargés du contrôle et une synthèse des informations est adressée par l'exploitant de la station au service de police de l'eau. **Dans le cas des lits de séchage plantés de roseaux, cette synthèse est requise l'année du curage.**

16.2.6 – Elimination des autres sous-produits

Le maître d'ouvrage prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour assurer une bonne gestion des déchets, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet. Le maître d'ouvrage est en mesure d'en justifier l'élimination, sur demande du service de police de l'eau.

Tout changement de type de traitement ou d'élimination de ces déchets est signalé au service de police de l'eau.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans les conditions ne présentant pas de risques de pollution.

Le conditionnement de ces déchets est adapté au mode de collecte en préservant notamment l'hygiène des agents habilités.

ARTICLE 17 : Informations et transmissions obligatoires

17.1 – Transmissions préalables

17.1.1 – Périodes d'entretien

Le service de police de l'eau est informé au moins 1 mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparation prévisibles des installations et de la nature des opérations susceptibles d'avoir

un impact sur la qualité des eaux réceptrices et l'environnement. Les caractéristiques des déversements (débit, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'importance et l'impact sur les masses d'eau réceptrices de ces déversements lui sont précisées.

Le service de police de l'eau peut, si nécessaire dans les 20 jours ouvrés suivant la réception de l'information, prescrire des mesures visant à surveiller les rejets, en connaître et réduire les effets ou demander le report de ces opérations si ces effets sont jugés excessifs.

17.2 – Transmissions immédiates

17.2.1 – Incident grave – accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement est signalé dans les meilleurs délais au service de police de l'eau à qui l'exploitant remet, rapidement, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures mises en oeuvre et envisagées pour éviter son renouvellement.

Tout déversement à partir du réseau de collecte, notamment des postes de refoulement, est signalé dans les meilleurs délais, par voie électronique, au service de police de l'eau, avec les éléments d'information sur les dispositions prises pour en minimiser les impacts et les délais de dépannage.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage prend ou fait prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le maître d'ouvrage demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

17.2.2 – Dépassements des valeurs limites de rejet prescrites par l'arrêté

Les dépassements des valeurs limites de rejet prescrites à l'article 15.3.1 du présent arrêté sont signalés dans les meilleurs délais au service de police de l'eau, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

17.2.3 – Transmissions annuelles

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement rédige tous les ans en début d'année N+1 le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement durant l'année précédente N, qu'il transmet au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne avant le 1er mars de l'année N+1.

Ce bilan comporte au minimum les éléments prescrits à l'article 20-I-2 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié.

Le ou les maîtres d'ouvrage du système de collecte transmet son bilan annuel de fonctionnement au maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées. Ce dernier synthétise les éléments du bilan annuel de fonctionnement du système de collecte dans son propre bilan, afin de disposer d'une vision globale du fonctionnement du système d'assainissement.

Titre IV – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 18 : Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de Chaumes-en-Retz, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la commission locale de l'eau du SAGE de l'Estuaire de la Loire pour information.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée d'au moins six mois.

ARTICLE 19 : Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des mesures et sanctions administratives prévues aux articles L.171-6 à L.171-12 du code de l'environnement, et des sanctions pénales prévues aux articles L.173-1 à L.173-12 et R.173-1 à R.173-4 de ce code.

ARTICLE 20 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le directeur départemental des territoires et de la mer, le président de la communauté d'agglomération Pornic Agglo Pays de Retz, le maire de la commune de Chaumes-en-Retz, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le - 2 FEV. 2024

le PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des territoires
et de la mer et par délégation,

La cheffe du service eau environnement,


Marine RENAUDIN

Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions des articles L.214-10 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette, CS 24111, 44041 Nantes cedex 1 :

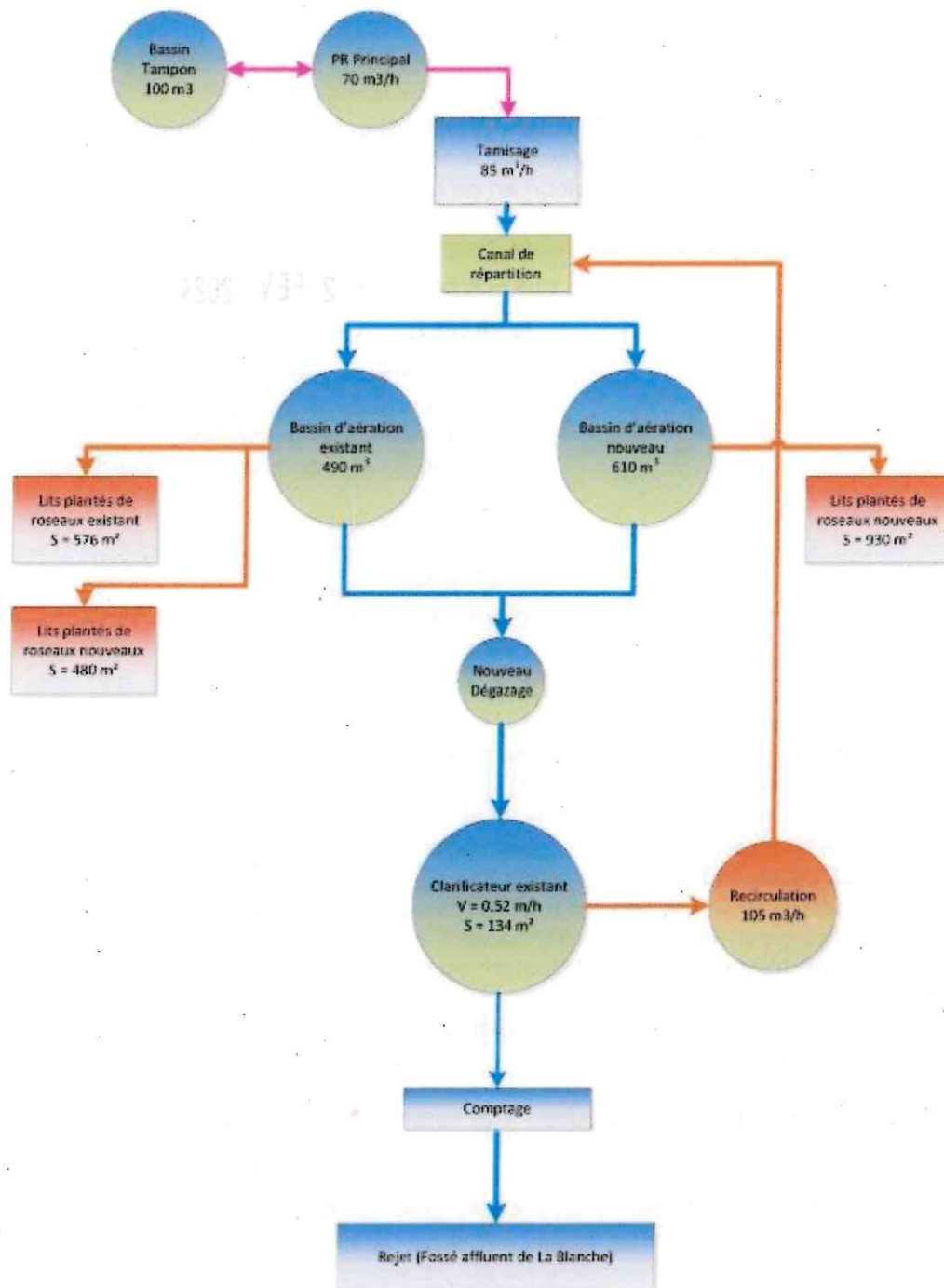
1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision à la mairie de Chaumes-en-Retz ;
2. par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2 ci-dessus.

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée. Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr>).

Annexe : synoptique des équipements de l'extension de la station de traitement des eaux usées



A noter que le projet intègre la possibilité de mise en place d'un traitement tertiaire en sortie du clarificateur (amélioration des performances sur la matière organique et phosphore).